



**N°EFSPACC691**

---

## **ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG**

20 avenue du Stade de France – 93218 La Plaine Saint Denis

# **FOURNITURE DE SOLUTES POUR APHERESE EN VUE DE LA PREPARATION DE PRODUITS SANGUINS LABILES, AUTRES SOLUTES ET SOLUTIONS DE LABORATOIRE**

### **Appel d'offres ouvert**

Article L.2124-2 du code de la commande publique

Articles R.2124-2 1°, R.2161-3 2°, R.2161-4 et R.2161-5 du code de la commande publique

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)**

**Commun à tous les lots**

## SOMMAIRE

<b>1. DEFINITIONS</b>	<b>5</b>
<b>2. OBJET DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>7</b>
<b>3. DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>7</b>
<b>3.1. Procédure de passation</b>	<b>7</b>
<b>3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires</b>	<b>7</b>
<b>3.3. Allotissement</b>	<b>7</b>
<b>3.4. Forme du marché public</b>	<b>7</b>
<b>3.5. Estimation du marché public</b>	<b>11</b>
<b>3.6. Groupement de commandes</b>	<b>14</b>
<b>3.7. Durée du marché public</b>	<b>14</b>
<b>3.8. Langue d'exécution du marché public</b>	<b>14</b>
3.8.1. Principe	14
3.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	14
3.8.3. Défaut de recours à un interprète	15
<b>4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>15</b>
<b>5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>16</b>
<b>5.1. Développement durable</b>	<b>16</b>
5.1.1. Obligations environnementales	16
5.1.2. Performance énergétique	16
5.1.3. Matériaux d'emballage et de conditionnement	16
<b>5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande</b>	<b>16</b>
5.2.1. Emission des bons de commande	16
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	17
5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire	17
<b>5.3. Transport, livraison</b>	<b>17</b>
5.3.1. Lieux de livraison	17
5.3.2. Transport	17
5.3.3. Documents à fournir	19
<b>5.4. Vérification et admission</b>	<b>20</b>

5.4.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport	20
5.4.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis	21
5.4.3. Admission	21
5.4.4. Capacité du Titulaire à livrer de nouvelles quantités	21
<b>5.5. Pénalités</b>	<b>21</b>
5.5.1. Pénalités de retard	21
5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution	22
5.5.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	22
<b>6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>22</b>
<b>6.1. Réunions de suivi</b>	<b>22</b>
<b>6.2. Relations entre les parties</b>	<b>22</b>
<b>6.3. Confidentialité</b>	<b>23</b>
6.3.1. Obligations du Titulaire	23
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	24
<b>7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC</b>	<b>24</b>
<b>7.1. Modifications relatives au Titulaire</b>	<b>24</b>
<b>7.2. Clause de réexamen</b>	<b>25</b>
<b>7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles</b>	<b>25</b>
<b>7.4. Evolutions administratives et techniques</b>	<b>25</b>
<b>7.5. Evolutions technologiques</b>	<b>25</b>
<b>8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE</b>	<b>26</b>
<b>9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE</b>	<b>26</b>
<b>9.1. Forme et contenu des prix</b>	<b>26</b>
<b>9.2. Evolution des prix</b>	<b>26</b>
<b>9.3. Avance</b>	<b>27</b>
<b>9.4. Modalités de facturation et de règlement</b>	<b>27</b>
9.4.1. Facturation	27
9.4.2. Dématérialisation des factures	28
9.4.3. Délai de paiement	28
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	29
9.4.5. Intérêts moratoires	29
9.4.6. Nantissement et cession de créance	29
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	29

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	30
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	30
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	30
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	30
11.3. Résiliation pour évènements liés au marché	31
11.4. Exécution aux frais et risques	31
12. LITIGES	31
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	31

## 1. DEFINITIONS

**AE** : Acte d'Engagement (ATTRI1).

**CCAG FCS** : Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

**CCTP** : Cahier des Clauses Techniques Particulières.

**CCAP** : Cahier des Clauses Administratives Particulières.

**Coordonnateur du groupement de commandes** : l'EFS, représenté par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Il est désigné « Coordonnateur » dans le CCAP du présent marché.

**Comptables assignataires** : comptables des Etablissements :

- pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège,
- pour le CTSA : l'Agent Comptable des Services Industriels de l'Armement / Département Comptable Ministériel (ACSI/DCM).

**CTSA** : Centre de Transfusion Sanguine des Armées, organisme du Service de Santé des Armées, au sein du Ministère de la Défense, placé sous l'autorité hiérarchique du Directeur central de ce Service.

**DLC** : Date limite de consommation ou d'utilisation des fournitures.

**EFS** : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer.

**Etablissements groupés** : ETS et centres du CTSA désignés dans l'Acte d'Engagement. Les établissements groupés sont désignés « Etablissements » dans le CCAP du présent marché public

**ETS** : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS.

**Emballage primaire** : Conditionnement unitaire de la fourniture au contact direct du soluté ou de la solution.

**Emballage secondaire** : Conditionnement d'une ou de plusieurs fournitures présentées dans leur emballage primaire.

**Emballage extérieur** : Protection extérieure d'un emballage composite avec le matériel extérieur, le matériel de rembourrage et tout autre élément nécessaire pour contenir et protéger les emballages intérieurs (cf. Bonnes Pratiques de transport).

**Fournitures** : Solutés pour aphasère en vue de la préparation de produits sanguins labiles, autres solutés et solutions de laboratoire.

**Lot fournisseur** : Le lot, défini par le fabricant, correspond à un ensemble homogène de fournitures produites et identifiées par un numéro unique servant à la traçabilité de la fourniture.

**Marché public** : Marché à forfait et accord-cadre.

**Ouvre-circuit** : Terme générique français adopté depuis 2000 en remplacement des vocables « canule » ou « breaker », pour désigner un système d'obturation sécable d'une tubulure.

**PAS-III et PAS-III-M** : « Platelet Additive Solution de classe III ou III-M » : solution de conservation des concentrés plaquettaires de classe III ou III-M.

**Pouvoirs adjudicateurs**:

- l'Etablissement Français du Sang (EFS),
- le Ministère de la Défense, Direction centrale du Service de Santé des Armées pour le compte du Centre de Transfusion Sanguine des Armées (CTSA).

**Représentant des pouvoirs adjudicateurs (RPA) :**

- pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS, le Directeur de l'ETS ou toute autre personne habilitée en vertu des délégations en vigueur,
- pour le Ministère de la Défense, Direction centrale du Service de Santé des Armées/Centre de Transfusion Sanguine des Armées (CTSA), la Directrice du CTSA.

**Solutés** : Substance, en phase liquide, stérile, apyrogène, préparée avec de l'eau, filtrée et conditionnée à des fins de distribution. Les solutés de la présente consultation sont utilisés dans le cadre des activités de prélèvement, de préparation des PSL, de produits de thérapies cellulaires ou dans le cadre de l'activité de soins.

**Titulaire** : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public.

## 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

La présente consultation a pour objet la fourniture de solutés pour aphérèse en vue de la préparation de produits sanguins labiles, autres solutés et solutions de laboratoire.

## 3. DISPOSITIONS GENERALES

### 3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

### 3.2. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour l'acquisition de fournitures complémentaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-4 du code de la commande publique.

### 3.3. Allotissement

Le marché public est composé de 28 lots détaillés ci-après.

### 3.4. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu comme suit :

- Avec seulement un maximum en quantités (article R.2162-4 2° du code de la commande publique). Dans l'hypothèse où le marché serait reconduit pour 24 mois, les mêmes quantités maximums définies pour la première période d'exécution s'appliqueront.

Lots	Descriptif de la fourniture	Quantité de fourniture maximale par période de 24 mois (première période d'exécution du marché)	Quantité de fourniture maximale par période de 48 mois (durée totale d'exécution du marché)
1	Ampoule plastique injectable 5 mL NaCl 0,9%	900 000	1 800 000
	Ampoule plastique injectable 10 mL NaCl 0,9%	420 000	840 000
	Ampoule plastique injectable 20 mL NaCl 0,9%	70 000	140 000

<b>Lots</b>	<b>Descriptif de la fourniture</b>	<b>Quantité de fourniture maximale par période de 24 mois (première période d'exécution du marché)</b>	<b>Quantité de fourniture maximale par période de 48 mois (durée totale d'exécution du marché)</b>
2	Poche en plastique souple 50 mL NaCl 0,9%	12 500	25 000
3	Poche en plastique souple 100 mL NaCl 0,9%	10 000	20 000
4	Poche en plastique souple 250 mL NaCl 0,9% pour utilisation en thérapie	32 000	64 000
	Poche en plastique souple 500 mL NaCl 0,9% pour utilisation en thérapie	48 000	96 000
	Poche en plastique souple 1000 mL NaCl 0,9% pour utilisation en thérapie	80 000	160 000
5	Flacon plastique versable NaCl 0,9% 500 mL	40 000	80 000
	Flacon plastique versable NaCl 0,9% 1000 mL	1 120 000	2 240 000
6	Bidon plastique versable NaCl 5 litres	246 000	492 000
7	Poche en plastique souple 800 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	14 000	28 000
	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	24 000	48 000
8	Poche en plastique souple 800 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	11 000	22 000
	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	12 000	24 000
9	Poche en plastique souple 500 mL NaCl 0,9% pour utilisation en aphérèse sécurisée munie d'un connecteur de type raccord trocardable et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	280 000	560 000
10	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	2 000 000	4 000 000
	Poche en plastique souple 750 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	360 000	720 000



<b>Lots</b>	<b>Descriptif de la fourniture</b>	<b>Quantité de fourniture maximale par période de 24 mois (première période d'exécution du marché)</b>	<b>Quantité de fourniture maximale par période de 48 mois (durée totale d'exécution du marché)</b>
11	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT 128)	1 400 000	2 800 000
	Poche en plastique souple 750 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT 128)	280 000	560 000
12	Poche en plastique souple solution PAS III 250 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	56 000	112 000
13	Poche en plastique souple solution PAS III 280 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	100 000	200 000
14	Poche en plastique souple solution PAS III 280 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	60 000	120 000
15	Poche en plastique souple solution PAS III 300 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	650 000	1 300 000
16	Poche en plastique souple solution PAS III 300 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	350 000	700 000
17	Poche en plastique souple solution PAS III 500 mL pour conservation des concentrés plaquettaires issus d'aphérèse sécurisée munie d'un connecteur Luer Lock mâle et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	400 000	800 000
18	Poche en plastique souple solution PAS III 500 mL pour conservation des concentrés plaquettaires issus d'aphérèse sécurisée munie d'un connecteur Luer Lock mâle et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	280 000	560 000

<b>Lots</b>	<b>Descriptif de la fourniture</b>	<b>Quantité de fourniture maximale par période de 24 mois (première période d'exécution du marché)</b>	<b>Quantité de fourniture maximale par période de 48 mois (durée totale d'exécution du marché)</b>
19	Poche en plastique souple solution de conservation des CGR 250 à 350 mL munie d'un connecteur Luer Lock femelle pour CGR issus de transformations	48 000	96 000
20	Poche en plastique souple solution de lavage des hématies (NaCl 0,9% + Glucose 0,2%) 2000 mL	30 000	60 000
21	Solution de glycérol 57,1% 500 mL pour congélation des hématies	14 000	28 000
22	Solution saline hypertonique 12% 250 mL pour décongélation des hématies	7 000	14 000
23	Ampoule 10 mL verre de DMSO pur	128 000	256 000
	Flacon verre bague alu percutable 10 mL de DMSO pur	17 000	34 000
	Flacon verre bague alu percutable 50 mL de DMSO pur	3 400	6 800
24	Flacon verre bague alu percutable 7/8 mL de DMSO/Dextran	2 700	5 400
25	Ampoule plastique 10 mL Eau Stérile (PPI)	42 000	84 000
	Ampoule plastique 20 mL Eau Stérile (PPI)	11 000	22 000
26	Flacon plastique versable Eau Stérile 45 mL	5 000	10 000
27	Flacon plastique versable Eau Stérile 500 mL	14 000	28 000
	Flacon plastique versable Eau Stérile 1000 mL	600 000	1 200 000
28	Bidon plastique versable Eau Stérile 5 litres	200 000	400 000

En cas de reconduction, les montants maximums annuels seront identiques à ceux définis ci-dessus.

### 3.5. Estimation du marché public

Lots	Descriptif de la fourniture	Quantité de fourniture estimée par période de 24 mois (première période d'exécution du marché)	Quantité de fournitures estimée par période de 48 mois (durée totale d'exécution du marché)
1	Ampoule plastique injectable 5 mL NaCl 0,9%	225 000	450 000
	Ampoule plastique injectable 10 mL NaCl 0,9%	105 000	210 000
	Ampoule plastique injectable 20 mL NaCl 0,9%	17 500	35 000
2	Poche en plastique souple 50 mL NaCl 0,9%	1 250	2 500
3	Poche en plastique souple 100 mL NaCl 0,9%	1 000	2 000
4	Poche en plastique souple 250 mL NaCl 0,9% pour utilisation en thérapie	8 000	16 000
	Poche en plastique souple 500 mL NaCl 0,9% pour utilisation en thérapie	12 000	24 000
	Poche en plastique souple 1000 mL NaCl 0,9% pour utilisation en thérapie	20 000	40 000
5	Flacon plastique versable NaCl 0,9% 500 mL	10 000	20 000
	Flacon plastique versable NaCl 0,9% 1000 mL	280 000	560 000
6	Bidon plastique versable NaCl 5 litres	61 500	123 000
7	Poche en plastique souple 800 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	3 500	7 000
	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	6 000	12 000
8	Poche en plastique souple 800 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	2 750	5 500
	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en thérapie	3 000	6 000
9	Poche en plastique souple 500 mL NaCl 0,9% pour utilisation en aphérèse sécurisée munie d'un connecteur de type raccord trocardable et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	70 000	140 000

<b>Lots</b>	<b>Descriptif de la fourniture</b>	<b>Quantité de fourniture estimée par période de 24 mois (première période d'exécution du marché)</b>	<b>Quantité de fourniture estimée par période de 48 mois (durée totale d'exécution du marché)</b>
10	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	500 000	1 000 000
	Poche en plastique souple 750 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	90 000	180 000
11	Poche en plastique souple 500 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT 128)	350 000	700 000
	Poche en plastique souple 750 à 1000 mL ACD-A pour utilisation en aphérèse sécurisée munie du nouveau connecteur femelle selon la norme internationale AFNOR 18250-8 et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT 128)	70 000	140 000
12	Poche en plastique souple solution PAS III 250 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	14 000	28 000
13	Poche en plastique souple solution PAS III 280 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	25 000	50 000
14	Poche en plastique souple solution PAS III 280 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	15 000	30 000
15	Poche en plastique souple solution PAS III 300 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	162 500	325 000
16	Poche en plastique souple solution PAS III 300 mL munie d'une tubulure pour connexion stérile pour conservation des concentrés plaquettaires issus de mélanges	87 500	175 000

<b>Lots</b>	<b>Descriptif de la fourniture</b>	<b>Quantité de fourniture estimée par période de 24 mois (première période d'exécution du marché)</b>	<b>Quantité de fourniture estimée par période de 48 mois (durée totale d'exécution du marché)</b>
17	Poche en plastique souple solution PAS III 500 mL pour conservation des concentrés plaquettaires issus d'aphérèse sécurisée munie d'un connecteur Luer Lock mâle et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	100 000	200 000
18	Poche en plastique souple solution PAS III 500 mL pour conservation des concentrés plaquettaires issus d'aphérèse sécurisée munie d'un connecteur Luer Lock mâle et d'une vignette de traçabilité repositionnable (libellé en clair + lot et référence en clair + CAB ISBT128)	70 000	140 000
19	Poche en plastique souple solution de conservation des CGR 250 à 350 mL munie d'un connecteur Luer Lock femelle pour CGR issus de transformations	12 000	24 000
20	Poche en plastique souple solution de lavage des hématies (NaCl 0,9% + Glucose 0,2%) 2000 mL	7 500	15 000
21	Solution de glycérol 57,1% 500 mL pour congélation des hématies	3 500	7 000
22	Solution saline hypertonique 12% 250 mL pour décongélation des hématies	1 750	3 500
23	Ampoule 10 mL verre de DMSO pur	32 000	64 000
	Flacon verre bague alu percutable 10 mL de DMSO pur	4 250	8 500
	Flacon verre bague alu percutable 50 mL de DMSO pur	850	1 700
24	Flacon verre bague alu percutable 7/8 mL de DMSO/Dextran	675	1 350
25	Ampoule plastique 10 mL Eau Stérile (PPI)	10 500	21 000
	Ampoule plastique 20 mL Eau Stérile (PPI)	2 750	5 500
26	Flacon plastique versable Eau Stérile 45 mL	1 250	2 500
27	Flacon plastique versable Eau Stérile 500 mL	3 500	7 000
	Flacon plastique versable Eau Stérile 1000 mL	150 000	300 000
28	Bidon plastique versable Eau Stérile 5 litres	50 000	100 000

### 3.6. Groupement de commandes

En vertu des dispositions de l'article L.2113-6 du code de la commande publique, l'EFS et le CTSA ont constitué un groupement de commandes dont le Coordonnateur est l'EFS.

Au sein de l'EFS, la fonction de Coordonnateur est assurée par l'ETS PACA-CORSE qui est chargé de la passation de la procédure d'appel d'offres pour le compte du groupement de commandes.

Au terme de la procédure, le marché public est conclu et notifié par le RPA. Il constitue un marché public unique dans le cadre duquel les établissements locaux de l'EFS et du CTSA, mentionnés en annexe 1 du CCAP, émettront des bons de commande, s'assureront de leur bonne exécution et effectueront les paiements correspondants.

Sous réserve des attributions dévolues au RPA dans le présent CCAP, l'ETS PACA-CORSE en sa qualité de Coordonnateur, sera responsable de la mise en œuvre des clauses relatives au suivi de l'exécution du marché public dans les conditions définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières et dans le CCTP.

### 3.7. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter du 21/07/2025 ou à sa date de notification si elle est postérieure à celle-ci, pour une durée ferme de 24 mois.

A l'issue de la première période d'exécution, le marché public est reconductible tacitement 1 fois pour une période de 24 mois, sans que la durée totale ne dépasse quarante-huit (48) mois.

La reconduction tacite s'impose au Titulaire, il ne peut y renoncer.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant l'échéance.

**La non-reconduction n'ouvre aucun droit à indemnité pour le Titulaire.**

### 3.8. Langue d'exécution du marché public

#### 3.8.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

#### 3.8.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

### 3.8.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

## 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

☞ L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes :

- Annexe 1 : Bordereau des Prix Unitaires (BPU) (commun à tous les lots) et délais d'exécution
- Annexe 2 : Gestion de crise - PCA
- Annexe 3 : Attestation sur l'honneur relative aux sanctions russes

☞ Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots.

☞ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots et ses annexes :

- Annexe 1 : Caractéristiques et exigences techniques et réglementaires
- Annexe 2 : Contrat Qualité

☞ Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public.

☞ La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1<sup>er</sup> du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le Coordonnateur, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

**Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.**

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

## **5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC**

### **5.1. Développement durable**

#### **5.1.1. Obligations environnementales**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'EFS, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des fournitures objet du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

#### **5.1.2. Performance énergétique**

En application des articles R.234-1 et suivants du Code de l'énergie, le Titulaire est tenu de fournir des produits à haute performance énergétique.

#### **5.1.3. Matériaux d'emballage et de conditionnement**

Le candidat est informé que son offre sera également analysée et notée au regard des matériaux utilisés pour ses emballages et autres conditionnements de transport.

Ce critère de notation s'appuiera sur le côté recyclé et/ou recyclable des matériaux employés pour conditionner et transporter les fournitures.

L'offre du candidat devra donc, pour chaque lot auquel il soumissionne, préciser si les matériaux utilisés pour les conditionnements et les emballages de ses fournitures sont soit recyclés, soit recyclables, soit recyclés ET recyclables.

### **5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande**

#### **5.2.1. Emission des bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par les RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Fournitures concernées ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Fournitures ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date de livraison souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières de livraison des Fournitures.



### 5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de **3 jours ouvrés** pour émettre des observations, par écrit au service Achats de l'EFS PACA-Corse.

Le délai d'exécution minimal des bons de commandes est de **cinq (5) jours**.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de **trois (3) mois** à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

Lors du démarrage de l'utilisation d'une nouvelle Fourniture, le Titulaire s'engage à livrer, dans les quinze (15) jours à compter de la réception des bons de commande, la quantité de Fournitures définie par le RPA nécessaire à l'adaptation et à la validation des techniques de production.

### 5.2.3. Dérogation au principe d'exclusivité du Titulaire

Le RPA se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour l'acquisition de Fournitures prévues au présent marché public et ce, à la condition ci-après :

- Montant < 10 000 €HT / an du marché (du lot).

Cette possibilité de recourir à un tiers concerne les cas où le titulaire serait dans l'incapacité de livrer la ou les fournitures commandées dans des délais qui feraient courir un risque avéré de rupture de continuité d'activité dans l'établissement concerné.

## 5.3. Transport, livraison

### 5.3.1. Lieux de livraison

Le Titulaire reconnaît être parfaitement informé de ce que les Fournitures commandées doivent être livrées sur des sites métropolitains. L'EFS informe le Titulaire du transitaire auquel il recourt obligatoirement pour les envois à destination des DOM, lequel transitaire est situé en France métropolitaine.

### 5.3.2. Transport

Le transport des Fournitures jusqu'aux lieux de leur livraison et les opérations de déchargement s'effectuent aux frais et risques du Titulaire. Le transport est réalisé selon des modalités permettant le respect des conditions de conservation des Fournitures à livrer précisées dans l'offre du Titulaire.

La traçabilité de la chaîne de transport est de la responsabilité du Titulaire jusqu'au point de livraison du Titulaire.

Dans l'hypothèse où le Titulaire n'assure pas directement la livraison des Fournitures, il apporte la preuve qu'une police d'assurance garantissant la responsabilité civile du transporteur est applicable aux activités qui lui sont confiées.

Sans préjudice des dispositions figurant à l'article 5.4.3 du présent CCAP, l'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

Le colisage choisi par le fournisseur devra garantir l'intégrité des colis jusqu'à leur lieu de livraison.

Les livraisons doivent être effectuées aux dates de livraison qui sont indiquées sur le bon de commande, faute de quoi le fournisseur pourra se voir appliquer des pénalités pour non-respect des instructions de commande (voir pénalités).

L'emballage primaire est unitaire. Il s'ouvre facilement et sans l'aide d'outil tranchant et est conçu de façon à permettre le contrôle de l'intégrité des dispositifs de prélèvement livrés, et de lire les trois mentions suivantes :

- La référence du fournisseur,
- Le numéro de lot
- La date de péremption du lot.

La date limite d'utilisation du lot doit apparaître soit sur l'étiquette de fond de poche, soit sur l'emballage primaire. Le Titulaire précise où elle apparaît.

Chaque emballage extérieur comprend un mode d'emploi en français et comporte au minimum les cinq mentions suivantes sur deux faces adjacentes :

- La référence du fournisseur,
- Le numéro de lot,
- La date limite d'utilisation du lot,
- Le nombre de dispositifs,
- La mention ou le pictogramme « dispositifs contenant des phtalates », le cas échéant,
- Les conditions de conservation.

Sur l'emballage primaire et secondaire figurent très clairement les conditions particulières de stockage. Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des Fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur les notices fournies.

La référence du fournisseur est imprimée dans une taille de caractère suffisante de façon à éliminer le risque de confusion entre deux conditionnements extérieurs comparables.

Le Titulaire précise les températures-limites de stockage, de conservation, sur sites fixes et mobiles, et lors des transports, et d'utilisation des dispositifs, et précise dans sa Proposition les préconisations quant à la conduite à tenir par les Établissements en cas de non-respect de ces températures limites.

L'emballage extérieur doit présenter des poignées permettant une prise et un transport aisé.

Sans préjudice des dispositions figurant dans le présent CCAP, l'EFS se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans le CCTP/CCAP, complété le cas échéant par l'offre du Titulaire ne seraient pas respectées.

Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des Fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur les notices fournies.

Les dates de péremption des consommables figurant sur les emballages doivent être suffisamment éloignées pour permettre leur utilisation complète, compte tenu du débit de consommation de chaque consommable au sein des établissements.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes filmées. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes et respecte les dimensions suivantes souhaitées par l'EFS : l = 80 cm ; L = 120 cm ; h= 160 cm **maximum**). Les palettes sont **filmées** et livrées avec un camion muni d'un hayon élévateur. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de l'Établissement. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les Fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

**Spécificités emballage** : Les emballages relèvent de la responsabilité du Titulaire et restent sa propriété. Les emballages devront résister à l'acheminement des produits.

**Identification et présentation du personnel de livraison** : Le livreur doit être facilement identifiable : son nom et celui de la société qu'il représente, doivent être visibles. Il doit respecter la signalétique et le règlement intérieur propre au site de livraison. Une tenue correcte et adaptée est exigée.

De plus, le personnel doit connaître le Protocole de Sécurité propre à chaque livraison sur les sites de l'EFS et les centres du CTSA. L'envoi de ce Protocole de Sécurité est à effectuer pour chaque site ou établissement client, en lien avec le titulaire du marché, une fois le marché notifié.

### 5.3.3. Documents à fournir

#### 5.3.3.1. Les bordereaux de livraisons

Les Fournitures livrées doivent être accompagnées d'un bordereau de livraison dont un double, directement accessible par l'agent de l'Etablissement réceptionnaire sans ouverture des colis, est conservé par le RPA. Chaque bordereau de livraison comporte au moins les mentions suivantes :

- Le nom de l'Etablissement destinataire ;
- L'identification du Titulaire ;
- Le numéro du marché public, le numéro et la date du bon de commande auquel correspond la livraison ;
- L'identification et les références des Fournitures objets de la livraison ;
- Les quantités livrées ;
- Le numéro de lot de production et la date de péremption des Fournitures livrées ;
- Le nombre de colis et le poids total de la livraison ;
- La date d'expédition des colis ;
- Les conditions de transport et de conservation ;
- Eventuellement en cas de livraison incomplète, les quantités restantes à livrer et leurs délais.

Le RPA et le Titulaire conservent chacun un exemplaire du bordereau de livraison.

Les conditions de conservation spécifiques qui garantissent une non-altération des Fournitures (température, humidité) figurent à l'extérieur des boîtes ainsi que sur les notices fournies.

Les colis volumineux sont livrés sur palettes EUROPE filmées d'une hauteur maximale de 160 cm. Toute palette utilisée aux fins de livraison est conforme aux normes européennes afférentes. Le Titulaire assure la reprise des palettes, si elles sont consignées, selon les modalités définies dans sa proposition.

Le Titulaire est déclaré responsable des Fournitures jusqu'à leur livraison sur le site de l'Etablissement. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous la responsabilité exclusive du Titulaire.

La livraison est réputée effectuée lorsque les Fournitures ont été déchargées aux lieux et selon les conditions indiquées sur le bon de commande correspondant.

### 5.3.3.2 Stock de sécurité toujours disponible chez le Titulaire

Afin de permettre à l'EFS ainsi qu'au CTSA d'assurer la continuité d'activité, en cas de défaillance ponctuelle du Titulaire (retrait de lot, non libération de lot, ...) ou d'un pic d'activité conjoncturelle à l'EFS ou au CTSA, le Titulaire disposera à tout moment d'un stock de sécurité d'avance égal au nombre de mois de consommation prévisionnels demandé dans le BPU (Stock de sécurité toujours disponible chez le candidat à la demande de l'EFS).

### 5.3.3.3 Date de péremption et nombre de lots de production

Sauf accord expresse de l'Établissement concerné, la date de péremption des solutés est au minimum de 12 mois à compter de leur réception par l'Établissement.

A première demande de l'Établissement concerné et pour un même dispositif, le Titulaire assure la livraison de dispositifs provenant simultanément de deux lots de production.

### 5.3.3.4 Traçabilité

Le Titulaire se conforme, pendant l'exécution du marché, à la définition d'un lot de production de dispositifs qu'il a fourni dans son offre.

Le Titulaire respecte le système garantissant la traçabilité ascendante et descendante de tous les produits semi-finis constitutifs des dispositifs de prélèvement qu'il a proposés et présentés dans sa proposition.

Le Titulaire met en œuvre le système garantissant la disponibilité de ces données de traçabilité décrit dans son offre et s'engage à les fournir par écrit sur demande de l'EFS et/ou du CTSA.

### 5.3.3.5 Les certificats de contrôle

Le Titulaire s'engage à ne livrer que des Fournitures dûment contrôlées, validées et libérées par ses soins conformément aux contrôles qualité qu'il a décrit dans sa Proposition.

A chaque livraison, et lorsque des contrôles qualités sont exigés dans le CCTP, les résultats des contrôles effectués par le Titulaire sur les lots livrés sont adressés, au responsable du site destinataire de la commande, simultanément lors de la livraison des Fournitures ou dans un délai maximal de quarante-huit (48) heures. A défaut, les résultats doivent être consultables sur le site internet du Titulaire.

## 5.4. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Fournitures se déroulent dans les conditions décrites aux articles 27 à 30 du CCAG FCS.

### 5.4.1. Vérification à la livraison sur la base du bordereau de transport

Lors de la livraison des Fournitures, une vérification immédiate est effectuée. La livraison est constatée par l'apposition, sur le bordereau de livraison, du cachet de l'Établissement concerné, de la date et de la signature du représentant du RPA habilité à cet effet. Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de transport. Le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison. Le RPA s'engage à transmettre la même information au Titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

La RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison décrites dans l'offre technique ne seraient pas respectées.

L'absence de réserves permet au Titulaire d'établir les factures correspondant à la livraison.

#### 5.4.2. Vérification quantitative et qualitative : le contenu des colis

Le RPA effectuée, en vue de leur admission, les vérifications quantitatives et qualitatives des Fournitures livrées dans les conditions décrites dans le CCTP.

La quantité doit être conforme à la commande. Dans le cas contraire, le Titulaire doit :

- Reprendre immédiatement l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- Compléter la livraison dans les délais les plus brefs à concurrence de la quantité totale prévue à la commande.

#### 5.4.3. Admission

Par dérogation à l'article 30.4 du CCAG-FCS, la non-conformité documentée d'une Fourniture, découverte à l'occasion de son utilisation, et notamment consécutive à la baisse de ses performances, entraîne son rejet automatique après constat contradictoire des parties. Le Titulaire est responsable de l'ensemble des conséquences induites par la non-conformité avérée d'une Fourniture.

Par ailleurs, sur décision des autorités de tutelle compétentes, et en cas notamment de retrait d'un lot de production, le RPA se réserve également le droit de rejeter les Fournitures issues de ce lot qui lui auraient été livrées par le Titulaire avant la date de cette décision. Dans ce cas, le Titulaire procède à l'enlèvement desdites Fournitures.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, la décision du RPA concernée, notifiée au Titulaire, fixe le délai dans lequel les Fournitures ajournées et rejetées doivent être enlevées.

Les frais de manutention et de transport entraînés par l'ajournement ou le rejet des Fournitures ainsi que toute nouvelle livraison à la demande expresse du RPA, sont supportés par le Titulaire.

#### 5.4.4. Capacité du Titulaire à livrer de nouvelles quantités

Le Titulaire s'engage sur un délai qui lui est nécessaire pour fournir de nouveaux lots de Fournitures, en cas de retrait d'un de ses lots de production.

### 5.5. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Fournitures non livrées.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondant aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

#### 5.5.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux engagements pris par le Titulaire ou, à défaut, par rapport aux délais fixés dans les bons de commande à compter du premier jour calendaire de retard, et pour chaque bon de commande.

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de retard au regard des engagements pris à livrer des Fournitures après retrait ou refus d'un lot conformément au présent CCAP, la pénalité suivante sera applicable :

$$P = (V \times R) / 250$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité,

V = montant HT du prix des Fournitures livrées en retard sur lequel est calculée la pénalité,

R = nombre de jours calendaires de retard par rapport à la date de livraison prévue dans le marché public ou inscrite dans le bon de commande.

Pour tout autre retard, la pénalité suivante sera applicable :

$$P = (V \times R) / 500$$

### 5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement grave ou répété du Titulaire dans l'exécution des prestations, l'EFS pourra lui appliquer une pénalité forfaitaire de **100€ par manquement constaté**.

### 5.5.3. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de **100€ par jour de carence constaté**.

## 6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

### 6.1. Réunions de suivi

Le RPA organise au minimum une fois par an une réunion de suivi de l'exécution du marché public avec le Titulaire, et de manière plus régulière si la situation le requiert.

Le Titulaire adresse au RPA, tous les 6 mois à compter de la notification du marché public un état récapitulatif de l'exécution du marché public, tout établissement confondu.

Cet état mentionne, notamment :

- Par établissement, la désignation et les références des Fournitures livrées,
- Le numéro de lot et le nombre de Fournitures livrées par référence,
- Le chiffre d'affaires HT par référence au cours de la période écoulée,
- Le cas échéant, les Fournitures rejetées font l'objet d'une information complémentaire.

### 6.2. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel, responsables du déploiement et de la livraison des Fournitures

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.



Les RPA désignent chacun, au sein de leur personnel, un interlocuteur unique du Titulaire. Pour l'EFS, le RPA désigne un interlocuteur chargé des aspects médicotéchniques et un interlocuteur chargé des aspects administratifs au sein de la DAIM.

### **6.3. Confidentialité**

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

#### **6.3.1. Obligations du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

### **6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations**

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

## **7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC**

### **7.1. Modifications relatives au Titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D.8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D.8222-7 et D.8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D.8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire
- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché à l'adresse suivante :



**Etablissement Français du Sang PACA-Corse - Service Juridique et Commande publique**  
149 boulevard Baille – 13005 MARSEILLE

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. À défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

## **7.2. Clause de réexamen**

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

## **7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles**

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

## **7.4. Evolutions administratives et techniques**

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation, de conditionnement ou de référence de Fournitures objets du présent marché public (référence, conditionnement, désignation, matériaux utilisés, ...).

Le RPA prend acte de la modification demandée, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction dans la désignation ou dans l'indication des références de la Fourniture considérée, ou encore dans l'attribution d'une nouvelle référence ou d'un nouveau conditionnement à cette Fourniture dont la nature principale, la fonction et le prix unitaire demeurent par ailleurs inchangés.

## **7.5. Evolutions technologiques**

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Fournitures objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Fournitures nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouvelles Fournitures, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les

engagements contractuels volumes minima et maxima de Fournitures indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique modifiant la nature ou la fonction principale de la Fourniture, ou l'introduction de toutes nouvelles Fournitures dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

## **8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

En cas de non-livraison de la Fourniture, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

## **9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE**

### **9.1. Forme et contenu des prix**

Les prix du marché public sont exprimés en euros HT et TTC et sont mentionnés dans l'annexe financière à l'Acte d'Engagement. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

Il s'agit de prix unitaires.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Fournitures.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Fournitures, ainsi que les frais de formation initiale à l'utilisation des Fournitures, tous les frais de gestion ou afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'aux lieux de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

### **9.2. Evolution des prix**

Les prix du marché sont fermes pendant les 12 premiers mois d'exécution.

Une fois cette période de 12 mois d'exécution écoulée, les prix du marché sont révisables annuellement, à la date d'anniversaire du marché, à la hausse comme à la baisse sur la base du barème qu'applique le Titulaire à sa clientèle.

La demande de révision des prix devra intervenir obligatoirement, sous peine de forclusion, au plus tard 2 mois avant la date d'anniversaire du marché public, le caché de La Poste faisant foi.

Elle doit être envoyée à l'adresse suivante par courrier recommandé avec accusé de réception :

**Etablissement Français du Sang PACA-Corse - Service Achats**  
149 boulevard Baille – 13005 MARSEILLE

Elle sera nécessairement accompagnée des prix révisés sous un format identique au Bordereau des Prix (annexe 1 à l'Acte d'Engagement).

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas les modalités de mise en œuvre de la révision prévues ci-dessus et dans le cas où une hausse des prix est constatée, les prix en cours sont automatiquement reconduits aux mêmes conditions pour les périodes précisées ci-dessus, sans intervention du RPA.

## ☞ **Clauses butoir et de sauvegarde**

- **Clause butoir :**

**La clause butoir est fixée à 3 %, l'augmentation ne pourra pas dépasser ce pourcentage.**

- **Clause de sauvegarde :**

En cas de hausse excédant de plus de 3% les conditions précédentes, le RPA se réserve la faculté de limiter cette hausse à 3% ou de résilier le marché public sans que le titulaire, en dérogation aux dispositions de l'article 38 du CCAG-FCS, puisse prétendre à indemnité.

## ☞ **Arrondis**

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités comme suit :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

## ☞ **Clause de révision exceptionnelle**

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée (joindre l'ensemble des pièces justificatives permettant un contrôle précis des augmentations proposées) des prix des matières premières ou des composants indispensables à la production des fournitures, l'EFS se réserve la faculté d'accepter de manière exceptionnelle et à tout moment de l'exécution du marché public, une hausse des prix du marché, supérieure au seuil prévu par la clause butoir. Pour ce faire, le Titulaire doit notamment apporter la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible, l'indice INSEE ou tout autre élément permettant de justifier l'augmentation des prix.

## ☞ **Clause de rendez-vous**

Une diminution tarifaire, voire un retour aux prix en vigueur initialement du marché, sera effectué dès lors que l'augmentation des prix des matières premières ou des composants indispensables à l'exécution des prestations est réduite ou n'est plus d'actualité. Pour ce faire, le Titulaire s'engage à avertir l'EFS dans les meilleurs délais afin d'acter la nouvelle révision des prix ou le retour au prix initialement en vigueur.

## **9.3. Avance**

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans l'Acte d'Engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10%.

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

## **9.4. Modalités de facturation et de règlement**

### **9.4.1. Facturation**

Après exécution de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro et l'intitulé du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Fournitures livrées ;
- le montant hors TVA des Fournitures ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;
- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

**Le numéro de SIREN/SIRET figurant sur la facture doit être identique au numéro SIREN/SIRET utilisé lors de la candidature et correspondant à l'entreprise qui procède à la facturation.**

#### 9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule **CHORUS PRO**. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

#### 9.4.3. Délai de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de **soixante (60) jours pour les ETS** et de **cinquante (50) jours pour le CTSA** à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Fournitures, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Fournitures, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Fournitures ne sont pas admises ou si elles sont rejetées à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies à l'article 5.4 du CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

Chaque Etablissement se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

#### 9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

#### 9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de **40 euros** et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

#### 9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

#### 9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- L'Agent Comptable Principal de l'EFS désigné dans l'Acte d'Engagement pour les besoins du Siège de l'EFS ;
- L'Agent Comptable Secondaire de chaque ETS, désigné dans l'Acte d'Engagement pour les besoins respectifs des Etablissements locaux de l'EFS ;
- Le Comptable des Services Industriels de l'Armement désigné dans l'Acte d'Engagement pour les besoins du CTSA.

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est soit le RPA, soit la Directrice du CTSA, chacun pour les créances qui le concerne.

## **10. RESPONSABILITE - ASSURANCES**

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

## **11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)**

### **11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général**

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

### **11.2. Résiliation aux torts du Titulaire**

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D.8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D.8222-7 et D.8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D.8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.



La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

### **11.3. Résiliation pour évènements liés au marché**

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

### **11.4. Exécution aux frais et risques**

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

## **12. LITIGES**

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

## **13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE**

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D.8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>